



2001 SOMMET

UNE PUBLICATION ASSOCIÉE SUR LE SOMMET HÉMISPHERIQUE DE QUÉBEC • No. 3 • SEPTEMBRE 2000

Le Sommet de la démocratie ?

Avec le Sommet de Québec dans neuf mois, le Centre du Sommet des Amériques (SOAC) et la Fondation canadienne pour les Amériques (FOCAL) sont heureux de continuer à offrir des renseignements pertinents sur les principaux faits nouveaux dans l'hémisphère à l'appui de la formulation de politiques. Ce troisième numéro de notre publication associée porte sur les résultats clés de la 30^e Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA), tenue à Windsor du 4 au 6 juin 2000, et sur d'autres réunions et discussions décisives qui façonnent progressivement l'ordre du jour du Sommet de Québec. Jusqu'ici, le « renforcement de la démocratie », la « création de la prospérité » et la « réalisation du potentiel humain » sont les trois volets qui se dégagent du plan d'action du Sommet. La sécurité humaine et la « connectivité » promettent de devenir des thèmes importants, mais c'est la question de la démocratie qui dominera sans doute le Sommet.

Comme l'ont montré l'Assemblée générale de l'OEA à Windsor et les événements récents dans les Amériques, le consensus autour des valeurs démocratiques fondamentales s'effrite. Le Pérou et le Venezuela sont embourbés dans des crises constitutionnelles et électorales. La Colombie, de l'avis général, est au bord de l'abîme et menace d'entraîner les pays voisins dans une spirale de violence. Même la Bolivie et l'Équateur, happés par des troubles politiques qui empêchent leurs gouvernements d'instituer de très nécessaires réformes financières, ne sont plus aussi calmes qu'ils ne l'étaient. Les pays andins ne sont pas les seuls vulnérables aux dérèglements de la démocratie et aux désordres constitutionnels : un scandale de corruption au Nicaragua, une tentative de

coup d'État contre un gouvernement impopulaire au Paraguay et un processus électoral chaotique à Haïti illustrent de façon saisissante que la démocratie est menacée dans notre hémisphère.

Les gouvernements de la région ont la tâche ardue de s'entendre sur une poignée de priorités stratégiques pour le volet « renforcement de la démocratie » du Sommet. Ces priorités découleront-elles des nombreux enjeux soulevés au Sommet de Santiago (droits humains, travailleurs migrants, trafic des stupéfiants, corruption et réforme judiciaire)? Porteront-elles sur d'autres questions, comme la restauration de la confiance envers les parlements ou les efforts redoublés en faveur de la séparation des pouvoirs? Peut-être même les négociateurs de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) suivront-ils la voie de l'Union européenne et du Mercosur en faisant d'un régime démocratique une condition à l'accession à l'accord hémisphérique. De surcroît, il s'impose que les citoyens participent activement à la formulation des politiques, car si coûteuse et si chaotique que soit cette participation, sans elle, nous n'aurons que des coquilles antidémocratiques en guise d'institutions. Les manifestations récentes contre les forces perçues de la mondialisation trahissent l'aliénation croissante de la société civile face aux processus de haut niveau comme le Sommet des Amériques.

Un autre défi, pour les gouvernements de la région, sera d'atteindre un juste équilibre dans les débats qui entourent actuellement la question démocratique. Comme on l'a vu au Pérou, les engagements des leaders hémisphériques à l'égard de la protection et de la promotion de la démocratie dans leur pays peuvent être éclipsés par leur

Publiée par

SUMMIT OF THE AMERICAS CENTER

LATIN AMERICAN AND CARIBBEAN CENTER
FLORIDA INTERNATIONAL UNIVERSITY



**FONDATION CANADIENNE POUR LES
AMÉRIQUES (FOCAL)**

suite en page 3

Brancher les Amériques

L'un des thèmes sous-jacents du Sommet de Québec a de quoi surprendre bon nombre des pays de l'hémisphère : la « connectivité ». Le gouvernement canadien veut souligner à ses homologues et aux autres intervenants de l'hémisphère le rôle possible des nouvelles technologies de l'information et des communications dans la promotion des processus démocratiques, l'accroissement de la prospérité et la réduction de « l'écart des connaissances » entre pays développés et pays en développement.

Si la connectivité devient vraiment le thème principal du Sommet de 2001, cela montrera une fois de plus le rapport étroit entre le programme intérieur du Canada et sa politique étrangère. Le gouvernement canadien vise déjà à faire du Canada le pays le plus « branché » du monde, comme en témoignent le programme RESCOL et la place de choix accordée à la connectivité au Sommet de l'APEC qui s'est tenu à Vancouver en 1997.

Comparée aux enjeux fondamentaux comme l'éducation, le commerce, la démocratie ou la pauvreté, la connectivité peut sembler éloignée des grands problèmes de l'hémisphère. Sans nier l'importance de telles priorités, les négociateurs canadiens veulent insister sur les possibilités qu'offrent les nouvelles technologies de l'information pour aider à soulager les maux de la région. Le défi sera d'éviter la poudre aux yeux en s'attaquant plutôt aux moyens d'intégrer la technologie dans tous les secteurs de la société.

De nombreux obstacles compliquent cette tâche. Au Canada et aux États-Unis, par exemple, l'accès gratuit à Internet et la baisse des prix des ordinateurs et autres outils d'exploitation tendent à rapprocher le coût du service Internet de zéro. Dans la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, par contre, la facturation à la minute du service téléphonique local, l'absence de concurrence dans le secteur des télécommunications et le prix supérieur des ordinateurs en raison des barrières tarifaires ou de la lourdeur des pratiques du secteur de la vente au détail rendent l'accès à Internet beaucoup plus cher. Il n'en demeure pas moins que ces pays bénéficieraient grandement d'une

utilisation accrue des nouvelles technologies. L'ouverture des approvisionnements gouvernementaux aux soumissionnaires branchés à Internet, pour ne citer qu'un exemple, accroît la transparence de l'approvisionnement et en réduit considérablement les coûts (jusqu'à 20 %). L'argent ainsi économisé pourrait être réinvesti dans des programmes d'enseignement et de développement.

Même compte tenu de ces bénéfices, il sera peut-être difficile de justifier la thématique de la connectivité au Sommet

de Québec, vu la persistance des crises humaines immédiates comme la pauvreté et la faim. L'image d'enfants de la rue attablés devant des ordinateurs donnés par des pays riches peut alléger la conscience des gouvernements, soucieux de leur image, mais elle risque de susciter l'incrédulité et de détourner l'attention des besoins humains permanents et fondamentaux.

Pierre Bouchard
Analyse principal, politique commerciale et économique, FOCAL

Le Centre d'études juridiques des Amériques

Le Conseil du tout jeune Centre d'études juridiques des Amériques a tenu sa troisième réunion sur le campus de l'Université internationale de la Floride à la mi-juillet. Le SOAC était l'hôte de cette réunion, qui visait à choisir un nouveau directeur pour le Centre. Le Conseil a sélectionné un candidat, dont le nom ne sera toutefois pas révélé avant d'avoir été approuvé par le Conseil permanent de l'OEA.

Les ministres de la Justice des 34 nations démocratiques de l'hémisphère ont créé le Centre d'études juridiques des Amériques en 1999 sous l'égide de l'Assemblée générale de l'OEA. Il s'agit d'un organe intergouvernemental autonome qui vise à faciliter la formation de l'effectif judiciaire (y compris les juges) et l'échange de renseignements et d'autres formes de coopération technique, ainsi qu'à appuyer la réforme et la modernisation des systèmes judiciaires de la région.

Le Conseil se compose de grandes personnalités de la sphère judiciaire des Amériques. Sa présidente, Mónica Nagel, est ministre de la Justice du Costa Rica, et son vice-président, Douglass Cassel, directeur du Centre des droits humains internationaux de l'École de droit de l'Université Northwestern. Les autres membres sont : María Soledad Alvear, ministre des Affaires étrangères du Chili; Federico Callizo, membre du Conseil judiciaire du Paraguay; Luis Ovalle, ancien sous-procureur général du Mexique; Karl Hudson-Phillips, C.P., ancien procureur général de Trinité-et-Tobago; et Carl Rattray, juge retraité de la Cour suprême de Jamaïque.

La création d'un tel centre avait été suggérée au Sommet de Santiago et c'est l'endroit où il est situé aujourd'hui. Toutefois, la ville de Miami s'est avérée un point de rencontre pratique pour les membres très dispersés du Conseil. Miami est aussi favorisée par la décision récente de créer, à l'Université internationale de la Floride, une école de droit qui devrait avoir un important volet interaméricain.

« Puisque notre programme mettra l'accent sur le droit international et latino-américain, il y aura tout naturellement une action réciproque entre nous », a déclaré le Pr John F. Stack, Jr., directeur de l'Institut Jack D. Gordon de politique gouvernementale et d'études civiques.

M^{me} Nagel, présidente du Conseil, a souligné l'importance de la mission du Centre, qui est d'offrir aux pays des Amériques des programmes d'étude, de formation et de recherche judiciaires, ainsi que des projets de droit comparé et de réforme judiciaire. « Nous avons donné le coup d'envoi au Centre d'études juridiques, et nous continuerons à le renforcer grâce à l'appui des pays membres de l'OEA », a-t-elle promis.

Patricia Hidalgo, Coordinatrice, SOAC

Résultats clés de la 30^e séance ordinaire de l'Assemblée générale de l'OEA

L'OEA : une tribune pour les débats et les échanges. La structure assouplie de la 30^e Assemblée générale, avec ses travaux moins formels et plus dynamiques que par le passé, montre que les assemblées de l'OEA peuvent favoriser des débats et des échanges de haut niveau autour des enjeux politiques tels que la démocratie et la souveraineté.

Sommet des Amériques. Lors d'une séance de dialogue réservée aux ministres des Affaires étrangères, on a abordé les grands thèmes du Sommet de Québec. Il sera sans doute décidé de confier le Secrétariat du Sommet à l'OEA, mais les délégués ont reconnu pour la plupart que l'organisme n'avait pas les ressources nécessaires pour mener à bien ses mandats actuels à l'égard du Sommet. Les ministres ont convenu qu'il fallait restructurer l'OEA pour en faire une institution plus efficace avant de lui confier des responsabilités supplémentaires liées au Sommet.

Sécurité humaine. Une séance de dialogue entre les ministères des Affaires étrangères au sujet de la sécurité humaine a mis en évidence l'appui général à la démarche canadienne en matière de politique étrangère. Certains ministres ont dit craindre que les préoccupations envers la sécurité humaine, un concept utile en soi, n'éloignent les discussions du Sommet des principales menaces à la stabilité dans la région : la pauvreté, les inégalités, l'insécurité publique et la criminalité. On peut cependant s'attendre à ce que la sécurité humaine continue à sous-tendre la planification du Sommet canadien.

Pérou. Les démocraties chancelantes alimentent un courant de nationalisme dans les Amériques, situation qui risque de compliquer la collaboration hémisphérique au cours des mois qui précèdent le Sommet de Québec. Par manque de consensus entre les États membres « activistes » (Canada, États-Unis, Costa Rica, Argentine et Uruguay) et « non interventionnistes » (Brésil, Venezuela et Mexique), l'OEA n'est pas allée jusqu'à remettre en question les résultats de l'élection présidentielle du Pérou, ni à imposer des sanctions économiques. Elle a plutôt résolu d'envoyer au Pérou une mission de haut niveau dirigée par le ministre

canadien des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, et le secrétaire général de l'OEA, César Gaviria, pour formuler des recommandations visant à renforcer la démocratie péruvienne.

Fonds spécial de renforcement de la démocratie. Par une résolution modeste, mais importante, l'Assemblée générale a approuvé la création d'un fonds spécial administré par le Secrétaire général. Ce fonds répondra aux demandes d'aide des États membres dont la situation interne pourrait entraîner une interruption du processus démocratique ou de l'exercice légitime du pouvoir par un gouvernement élu démocratiquement. Ce type de résolution aurait pu aider l'Équateur en janvier 2000.

Fonds pour la paix : règlement diplomatique des conflits territoriaux. La résolution en question établit un fonds permanent pour aider les États membres qui éprouvent des difficultés à assumer le coût des résolutions visant à résoudre les conflits territoriaux par des moyens politiques.

Société civile. Le nouvel esprit d'ouverture et de responsabilité qui a cours à l'OEA s'est manifesté par la présence, à Windsor, de plus de 40 organismes de la société civile à titre « d'invités spéciaux ». Les ministres canadiens, le secrétaire général de l'OEA et les directeurs du Secrétariat de l'OEA ont rencontré ces groupes pour écouter

leurs points de vue sur les enjeux politiques de l'hémisphère.

Nouvel adjoint au Secrétaire général. L'ambassadeur Luigi Einaudi a été élu secrétaire général adjoint de l'OEA. De 1995 à 1998, Einaudi était envoyé spécial des États-Unis lors des pourparlers de paix qui ont mené au règlement total de la querelle frontalière entre le Pérou et l'Équateur. Au début de l'année, à titre de représentant spécial du secrétaire général de l'OEA, Einaudi a amené le Honduras et le Nicaragua à s'entendre au sujet de la séparation de leurs forces armées en attendant la résolution, par la Cour criminelle internationale, du litige qui oppose les deux pays en matière maritime. On pense qu'Einaudi se fera l'avocat de la convergence OEA-Sommet.

Corruption. Le Canada a ratifié la Convention interaméricaine contre la corruption et demandé avec instance aux autres États membres de faire de même. Jusqu'ici, 26 États membres ont signé la convention, et 19 l'ont ratifiée. La ratification du Canada signifie que le pays confirme son engagement envers l'OEA et apportera des modifications à son propre code criminel pour faire respecter les normes de la convention.

Stacey Wilson-Forsberg et Martin Roy, Analystes politiques, FOCAL

Democratie *suite de la page 1*

insistance à refuser toute ingérence étrangère. De plus, certains pays préféreraient que l'on aborde la démocratie à l'échelon sous-régional. C'est le cas du Brésil, qui se prépare à accueillir le Sommet sud-américain sur la démocratie à la fin août. Enfin, il est essentiel que les gouvernements soupèsent eux-mêmes les différents volets du Sommet et établissent des rapports clairs entre les menaces contre la démocratie, l'avènement de la prospérité et la réalisation du potentiel humain. Étant donné les inégalités profondes dans la région, de nombreux citoyens semblent prêts à abandonner une part de démocratie et à accepter des régimes autoritaires dans l'espoir qu'ils les sortent de la pauvreté.

L'élaboration d'activités de suivi pour le volet « renforcement de la démocratie » sera sans doute l'entreprise la plus formidable qui attend les 34 leaders hémisphériques lors de leur rencontre d'avril 2001. Cela dit, nous croyons que le Canada a de réelles possibilités de continuer à jouer un rôle de leadership sur ce plan. Il faut nous pencher sérieusement sur ce que le Canada veut léguer lors de ce sommet; si Miami a été le Sommet du « commerce » et Santiago celui de « l'éducation », le Sommet de Québec pourrait devenir celui de la « démocratie », pour autant que le Canada réussisse à forger un consensus faisant des activités de suivi du volet démocratique de véritables priorités.

Stacey Wilson-Forsberg et Martin Roy, Analystes politiques, FOCAL

La condition féminine au programme du Sommet

Les ministres responsables de la promotion de la femme dans les Amériques se sont rencontrés pour la première fois les 27 et 28 avril 2000 à Washington, D.C. Convoquée par l'Assemblée générale de l'OEA et organisée par la Commission interaméricaine des femmes (CIM), la réunion a permis aux ministres (ou aux hauts fonctionnaires délégués par chaque pays participant) de rendre compte des progrès accomplis à l'égard des engagements pris lors des précédents sommets des Amériques et d'échanger des idées de propositions en vue du Sommet de Québec. Le groupe tiendra des réunions périodiques d'ici au Sommet.

Selon les rapports préparés par la CIM, la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), les droits des femmes de la région sont plus respectés aujourd'hui qu'ils ne l'étaient. Toutefois, les femmes font encore l'objet de diverses formes d'exclusion et de discrimination et ne jouent qu'un rôle limité dans les décisions publiques. Dans la plupart des pays de la région, les femmes étudient et participent activement au marché du travail, mais ne gagnent

toujours pas autant que les hommes et endossent la plupart des responsabilités du travail domestique non rémunéré. Les femmes sont le plus durement touchées par la pauvreté, et beaucoup trop souvent, les politiques gouvernementales qui les concernent sont fondées sur une approche sociale à court terme qui accorde une certaine priorité aux rôles de mère et d'épouse.

Les dignitaires de la réunion de Washington ont fortement incité les gouvernements de l'hémisphère à tenir compte de la perspective féminine dans la Déclaration et le Plan d'action du Sommet de Québec et dans les activités de suivi des mandats du Sommet et des réunions ministérielles. Ils ont invité les gouvernements à réaffirmer leur engagement envers l'équité et l'égalité entre les sexes et demandé que l'Assemblée générale de l'OEA accorde les ressources nécessaires à la CIM pour la mise en œuvre des mandats du Sommet. Les ministres ont aussi réclamé l'ajout d'une activité de suivi concrète sur les questions féminines au volet « Renforcement de la démocratie » du Sommet.

Stacey Wilson-Forsberg
Analyste politique, FOCAL

Calendrier des événements reliés au Sommet

17 et 18 juillet 2000

1^{er} réunion du Conseil du Centre d'études juridiques des Amériques, à l'Université internationale de la Floride Miami (É.-U.)

20 et 21 juillet 2000

4^e réunion ordinaire du Comité exécutif de la Commission interaméricaine des femmes (CIM)
Washington, D.C. (É.-U.)

28 juillet 2000

Réunion de l'Équipe spéciale inter-organisations sur le suivi du Sommet de Bolivie
Washington, D.C. (É.-U.)

16 au 18 août 2000

4^e congrès hémisphérique sur la prévention du blanchiment d'argent
Ville de Panamá (Panama)

28 août au 8 septembre 2000

3^e session de la Cour interaméricaine des droits de l'homme
San José (Costa Rica)

31 août et 1er septembre 2000

1^{er} sommet des présidents d'Amérique du Sud
Brasilia (Brésil)

6 au 8 septembre 2000

6^e réunion du Comité des négociations commerciales (CNC) de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA)
Bridgetown (Barbade)

11 au 15 septembre 2000

Réunion du Groupe de travail intergouvernemental chargé du Mécanisme d'évaluation multilatéral (MEM) de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD)
Washington, D.C. (É.-U.)

25 au 29 septembre 2000

Réunion du Conseil de direction de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) (à l'échelon des ministres)
Washington, D.C. (É.-U.)

30 septembre 2000

Date limite de réception des présentations de la société civile dans la « boîte aux lettres » de la ZLEA

La publication, impression et distribution en français de ce bulletin a été possible grâce au support du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

Sites Internet de la société civile reliés au Sommet

<http://www.sociedadcivil.org>

Participation des citoyens au Sommet des Amériques. Ce site interactif porte sur les activités de la société civile en vue du Sommet de Québec. Il est conçu et entretenu par *Corporación Participa*, un organisme de Santiago.

<http://www.esquel.org>

La fondation Esquel coordonne le *Civil Society Task Force*, centre de documentation et tribune à la fois, où l'on discute des enjeux pertinents pour l'avancement de la participation active des citoyens dans les Amériques, surtout dans le processus des sommets des Amériques.

<http://www.miami.edu/nsc/>

Depuis 1994, le *North-South Center* de l'Université de Miami contribue à l'ordre du jour des sommets des Amériques à titre d'organisation non gouvernementale, ainsi qu'au contrôle de la mise en œuvre des initiatives des sommets.

<http://www.redinter.org/>

Red Inter-Americana para la Democracia est un réseau d'organismes latino-américains de la société civile qui s'emploie à faire participer les citoyens pour renforcer la démocratie dans l'hémisphère.

<http://www.cries.org>

La CRIES (*Coordinadora Regional de Investigaciones Económicas y Sociales*) étudie et fait valoir l'intégration régionale dans le « Gran Caribe » (Amérique centrale et Caraïbes). Elle se penche sur des questions stratégiques comme la participation de la société civile à l'intégration régionale, à l'élimination de la pauvreté, à la primauté de la démocratie et à la sécurité civique.